



We-Search

COMMENT LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS RÉINVENTENT LES MODES D' ACTIONS SOCIALE

Oriane NIVERT, Paul REBUFFÉ, Lise AUGUIN et Clarisse GOULLIoud *

We-Search Journal | Revue 2022

2022 | pages 59-65

ISSN : 2684-596

Pour citer cet article :

NIVERT, Oriane, REBUFFÉ, Paul, AUGUIN, Lise, GOULLIoud, Clarisse, « Comment les nouvelles générations réinventent les modes d' actions sociale », in *We-Search Journal*, 2022, pp. 59-65

<http://www.we-search.be/>

* Étudiants en licence européenne de sciences politiques, ESPOL

COMMENT LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS RÉINVENTENT LES MODES D' ACTIONS SOCIALE

Abstract

« Ok Boomer » ... Utilisée par les Millenials et la Génération Z pour critiquer certains comportements des Baby Boomers, cette expression traduit, d'une certaine manière, l'écart profond entre les deux générations. Cet écart générationnel entre ceux nés pendant les Trente Glorieuses et ceux nés entre les années 80 et les années 2010, se retrouve dans de nombreux domaines, qu'ils soient environnementaux, de valeurs mais surtout de la participation politique. Ce phénomène social par lequel les individus décident de soutenir ou au contraire dénoncer le gouvernement au pouvoir ou les politiciens, est au fondement même de toute démocratie. Or, depuis les dix dernières années, la participation politique a considérablement diminué, en particulier auprès des jeunes générations. Si la participation politique a diminué, elle n'a pas disparu pour autant. Au contraire, elle a considérablement évolué, comme le soutiennent Pippa Norris et d'autres universitaires. Plus spécialement, les actions politiques visant à montrer un mécontentement voient aussi leur évolution s'étaler sur la fin du XXe siècle à nos jours. Les manifestations et protestations de Mai 1968 en France sont le point de départ de l'approche de cet article.

« Ok Boomer » : Cette expression utilisée dès 2019 désigne l'écart que l'on retrouve entre la génération des *Baby Boomers* qui sont nés entre les années 1945 et 1960, et les *Millenials* ou la Génération Z, nés entre les années 1980 et 2010. Cet écart générationnel est présent dans de multiples domaines et se démarque particulièrement dans la participation politique. Depuis les dernières décennies, cette participation a largement diminué, particulièrement dans les jeunes générations. Cependant, Pippa Norris ainsi que d'autres politologues et universitaires affirment qu'elle a évolué pour donner place à de nouvelles pratiques. Norris écrivait en 2004 : « la littérature suggère que la nature de l'activisme politique a connu des changements importants au cours des dernières décennies et que la jeune génération, en particulier, pourrait être au premier rang de ceux qui se sont adaptés aux nouvelles formes d'expression, de mobilisation et d'engagement politiques » (Norris 2004), écrit qui reste toujours d'actualité, notamment dans les manifestations, aux dépens souvent de la participation électorale. En effet, depuis mai 1968 les actions politiques se sont transformées. Nous tentons d'expliquer ces transformations dans un essai en trois parties dans lequel nous nous demandons : **dans quelle mesure l'évolution des manifestations politiques est-elle liée à un changement générationnel ?** Dans un premier temps nous montrons que ce changement est dû au contexte socio-économique au sein duquel les individus grandissent. Nous traitons aussi des changements de valeurs traditionnelles dus aux théories post-matérialistes qui influencent les comportements sociaux dans les manifestations politiques. Dans un second temps nous expliquons qu'il existe plusieurs formes de manifestations et de mouvements sociaux qui dépendent aussi du contexte politique. On les sépare en deux catégories distinctes : les mouvements traditionnels et les non-traditionnels. Cela permet de faire une différence entre les *Boomers* et la Génération Z. Cette distinction étant trop binaire nous traitons finalement des formes de protestation hybrides qui peuvent être vues comme les formes « modernes » de mouvements sociaux. Mais cela soulève aussi la question de l'efficacité de chaque type de mouvement. Nous

terminons alors cet essai en répondant à cette question. Nous analysons en effet les conséquences des anciens et des nouveaux mouvements sociaux en utilisant des éléments empiriques.

Les éléments déclencheurs des mouvements sociaux

Le contexte politique et économique

Dans notre première partie nous allons soutenir le fait que le contexte politique et économique est essentiel au déclenchement des manifestations. Chaque individu a une expérience différente en fonction du contexte politico-économique dans lequel il se trouve. Son comportement change aussi en fonction du contexte dans lequel il a grandi. Les enfants ayant grandi dans un contexte très politisé où ils se sentent écoutés, sont en effet plus enclins à participer à des actions politiques en grandissant. Dans les années 1960 et 1970, qui sont des années très denses en matière d'économie et de crises politiques, des études ont montré que les individus ont beaucoup plus participé. La participation a d'ailleurs été vue comme une réponse à la crise de Mai 1968 (Lefebvre, 2011). En effet, ces années-là ont vu le système capitaliste ralentir drastiquement au vu de la fin de la période des Trente Glorieuses. Cette crise latente a conduit à plus de participation car la crise économique a eu un impact important sur la vie quotidienne des individus. C'est à ce moment-là que le répertoire d'action des mouvements sociaux est devenu plus divers. Ici nous pouvons déduire que ce changement de répertoire et de comportements des individus a graduellement changé la culture politique de la société. Cette culture s'est donc transformée avec les comportements sociaux des individus. Et c'est le contexte qui explique ces changements. Les individus ne perçoivent pas un événement de la même façon s'ils n'ont pas grandi dans le même contexte. Leur vision sur la société évolue et c'est ce qui explique cet écart générationnel qu'il y a entre *Baby Boomers* et *Millennials* dans les mouvements sociaux (Grasso et al., 2018). On peut aussi expliquer cette évolution de répertoire d'actions par l'apparition de la classe moyenne dans la société occidentale. Avec la révolution industrielle cette classe a émergé et a permis le développement d'un but commun. Ou du moins un but qui peut être atteint par une opinion publique homogène dans sa condition sociale. En effet, une nouvelle conquête est à l'œuvre : celle de la liberté individuelle et sociale (Charbonnier, 2020). Avec cette apparition de la classe moyenne et dans un contexte politique beaucoup plus démocratique, les manifestations ont augmenté. On peut penser à des dates symboliques comme, en France, le droit de vote des femmes en 1944 ou l'abolition de la peine de mort en 1981, qui symbolisent plus de libertés et de droits. Cette liberté a donc également conduit à plus de tentatives de déclenchements de mouvements sociaux.

Cette nouvelle manière de penser et de manifester est liée à la théorie post-matérialiste qui signifie que les individus se sentent plus concernés par la liberté d'expression et leur propre autonomie. Selon le politologue Ronald Inglehart, à partir des années 1970, les valeurs individuelles sont passées des préoccupations économiques et matérielles à des buts beaucoup plus centrés sur les libertés et droits humains (Inglehart, 2018). Ces droits humains incluent le droit à la vie, à la liberté et à la dignité des personnes. C'est pour cette raison que le répertoire d'action dans les manifestations a changé. En changeant de but à atteindre, les modes d'actions évoluent. Une question d'actualité est alors légitime ici. Celle de droits qu'une population a pu acquérir avant de les perdre. En effet, nous pouvons parler concrètement du droit à l'IVG (interruption volontaire de grossesse) qui a été plus ou moins retiré de la Constitution des Etats-Unis. La Cour Suprême a

en effet annulé en juin 2022 l'arrêt *Roe v. Wade* qui disait que cela faisait partie de la Constitution dans ce qui relève du droit à la vie privée. Les États sont donc libres de définir la politique relative à l'avortement dans leur juridiction. Il n'est donc plus un droit fédéral et est plus enclin à être restreint voire supprimé en fonction des États, plus ou moins conservateurs. On peut ainsi se poser la question des modes d'actions qui vont suivre cette décision. Il s'agit d'un cas particulier qui pourrait en effet modifier le répertoire d'action pour le faire évoluer à nouveau. Ainsi le contexte politico-économique est un facteur important pour ces répertoires d'action mais les causes des manifestations sont également très diverses.

Les effets déclencheurs des manifestations sont donc liés au type de revendication du groupe. En France, pour la réforme des retraites, il paraissait logique que les personnes de plus de 40 ans étaient plus susceptibles d'aller manifester. A contrario, les manifestations sur le changement climatique réunissent toujours plus d'individus jeunes qui veulent lutter pour un meilleur futur. Le contexte est donc important mais l'âge des personnes qui participent à ces actions l'est aussi. L'âge moyen ainsi que l'écart d'âge entre manifestants est en effet important pour comprendre quels types d'actions vont être menées.

La socialisation politique autour des mouvements sociaux

Le contexte influence les individus et leur vision de la société ou du système politique. Ce phénomène de socialisation politique est défini par Philippe Braud comme un procédé par lequel l'individu se familiarise avec le système politique dans lequel il vit. Ainsi est alors déterminée la perception de la politique, mais aussi les réactions face à un événement ou phénomène politique (Braud, 2008). Selon leurs normes et valeurs, les individus seront plus ou moins enclins à participer aux protestations politiques. Comme le souligne Didier Chabanet dans le *Dictionnaire des Mouvements Sociaux*, les individus protestent ou manifestent car ils appartiennent à une certaine classe sociale (Chabanet, 2009). Le mouvement ouvrier illustre cette idée puisqu'historiquement il a toujours rassemblé des individus de classe populaire et peu aisés. A l'inverse, aujourd'hui, les Milléniaux ou *Zoomers* montrent leur mécontentement lorsque leurs valeurs individuelles sont impactées. Dans cette situation, le mouvement *Me Too* ou Balance ton Porc viennent à l'esprit. Il y a, par ce mouvement, une prise de conscience sur les violences faites aux femmes et aux filles et invite à ne pas garder le silence face à ces violences. Dans ces circonstances-là, la classe sociale importe peu. Un autre exemple serait celui déjà cité, de l'expression « *Ok Boomer* ». Elle traduit la vision des jeunes générations face à la situation environnementale actuelle. Elle est également une des dynamiques de mouvements comme la Marche pour le Climat, marches à volonté pacifiste engagée par des personnages comme Greta Thunberg.

L'approche post-matérialiste pourrait expliquer la raison de ces changements de compréhension des mouvements sociaux. L'hypothèse d'Inglehart selon laquelle les valeurs qui dépassent les conditions économiques et sociales, qui tendent vers une meilleure qualité de vie, plus éthique, plus démocratique, ou encore, plus esthétique, sont de plus en plus au centre des préoccupations à mesure que les générations se renouvellent (Inglehart, 2018). De la même façon, de nombreux problèmes ou tabous de la sphère privée ont dérivé vers la sphère publique. Ce phénomène accroît davantage l'importance des valeurs post-matérialistes au sein de la société. Et cela déclenche plus facilement les protestations, considérées alors comme La Marche pour le Climat ou *Me Too*. On comprend bien ici que les différentes catégories de mouvements politiques se créent

aujourd'hui en fonction de la génération à laquelle l'on appartient et beaucoup moins par rapport à notre classe sociale. Mais derrière ces semblants de « conflits de générations » il y a aussi une certaine forme d'unité qui se crée grâce aux nouveaux enjeux post-matérialistes (Cartier, Spire, 2011). L'expression « Ok Boomer » est parfois agressive mais souvent ironique quand l'on parle de décalage des générations passées et futures.

Les exemples de mouvements tels que *Me Too* et la *Marche pour le Climat* font d'ailleurs preuve d'une certaine diversité de formes de protestations aujourd'hui. Dans ce cas, quel genre de protestations existent, et quelle a été leur évolution jusqu'à aujourd'hui ?

II) Différents moyens d'actions et différentes formes de protestations

Les formes traditionnelles

Pour commencer cette analyse chronologique, nous devons expliquer ce qu'est une forme traditionnelle de protestation. En 2014, DiGrazia Joseph, dans son étude *Individual Protest Participation in the United States*, a classé les protestations conventionnelles « comme la participation à des boycotts et à des manifestations légales, tandis que les protestations non conventionnelles sont définies comme la participation à des grèves non officielles ou l'occupation de bâtiments » (DiGrazia, 2014). Il a également inclus les pétitions comme forme de protestation conventionnelle. Nous devons nous rappeler que les protestations conventionnelles et les protestations non conventionnelles sont des formes non conventionnelles de participation politique. C'est pourquoi pour clarifier davantage, nous parlerons de formes traditionnelles de protestation et de formes non traditionnelles de protestation. À partir de là, comment ces formes traditionnelles de protestation ont-elles évolué en France ? Dans l'étude *Les citoyens qui viennent* de Vincent Tiberj, l'auteur montre que le refus de participation dans des formes traditionnelles de protestation en France, est passé de 22% en 1981 à 12% en 2018 pour signer une pétition, de 42% à 27% pour manifester et de 50% à 47% pour boycotter (Tiberj, 2017). On assiste dans le même temps à une montée en puissance de l'acceptation des formes traditionnelles de protestation comme moyen légitime de participation politique.

Si l'on prend un exemple concret, les grèves contre le « Plan Juppé » du 24 novembre au 15 décembre 1995 sont souvent considérées comme les derniers grands mouvements sociaux contre le système capitaliste après 1968 en France. Ce plan prévoit un alignement des régimes spéciaux de retraite de grandes sociétés publiques des secteurs des transports et de l'énergie sur le régime général. Environ 2,2 millions de personnes ont manifesté au plus fort du mouvement d'après les syndicats, un million seulement d'après le décompte public. Ces grèves ont été suivies par les syndicats des transports publics et de l'administration. De nombreuses manifestations ont par ailleurs été organisées par des syndicats tels que la CGT, SUD, FSU ou encore la FO, cependant l'unité syndicale fut brisée par la CFDT. Ce mouvement était en effet mené et organisé par les syndicats.

À l'inverse La Marche du Siècle, en 2019, une manifestation contre l'inaction climatique du gouvernement français, n'a réuni que 350 000 personnes. Cette manifestation a vu la participation de partis politiques comme le parti socialiste, Génération, La France Insoumise et EELV, mais aussi de syndicats avec l'Union syndicale Solidaires ou la CFDT. Des ONG comme CARE France

et des associations ont appelé à manifester, des appels menés par le principal organisateur, Notre Affaire à Tous. Ce mouvement a donc vu une multiplication de ses acteurs, et même une convergence avec les protestations des Gilets jaunes. Même si l'efficacité du mouvement relève d'un autre débat, nous pouvons quand même souligner que les formes traditionnelles de manifestations existent toujours et sont le point de repère des actions qui fonctionnent.

Les nouvelles formes de manifestations

D'un autre côté, avec la modernité et l'apparition des nouvelles technologies, les modes d'actions évoluent. De la même façon que les journaux ou la télévision, l'émergence d'Internet et des réseaux sociaux a une influence majeure sur la participation politique. Des formes de protestations différentes que l'on pourrait presque qualifier de nouveaux « Nouveaux Mouvement Sociaux » ont émergé. C'est donc un nouveau moyen pour changer l'image de l'activisme politique et créer un nouveau répertoire d'action (Selander, Jarvenpaa, 2016). Internet est aussi devenu un moyen facile et accessible pour les « acteurs à faible ressources » (Della Porta et al., 2006). En effet, selon l'INSEE, 93% de la population française possède une connexion internet en 2021 et 92% de la population européenne. Ce moyen de communication permet ainsi de développer des mouvements sociaux beaucoup plus rapidement et à une échelle plus étendue qu'auparavant. Aujourd'hui, n'importe quel individu peut lancer un mouvement depuis son ordinateur ou son téléphone.

D'un côté les *Boomers* ont su, dans les années 60, s'adapter à de nouveaux modes de révolte plus centrés sur les demandes de la société civile en matière d'économie et de réponse aux crises. D'un autre, les *Millennials* et la *Génération Z*, que l'on accuse trop souvent d'être rivés le nez sur leur écran, semblent eux aussi tenter d'exploiter les nouveaux médias en proposant une nouvelle forme d'activisme et œuvrer ainsi vers un monde plus équitable, plus juste et plus écologique. Ce nouveau répertoire d'action connecté passe notamment par la création de sites web afin de diffuser l'information, par le partage d'images, de vidéos chocs sur Instagram, Facebook ou encore Twitter. On peut parler aussi des pétition en ligne, des « *netstrikes* », du « *mailbombing* » mais aussi du célèbre et sûrement le plus efficace: le *hashtag*. C'est cet outil qui a permis de lancer de grands mouvements à l'instar de **#BlackLivesMatter** ou encore **#MeToo**.

Pour prendre un exemple de mouvement social ayant eu lieu en ligne: la campagne « L'Affaire du Siècle » en France en 2018 mené par 4 associations œuvrant pour la protection de l'environnement (Notre Affaire à Tous, La Fondation pour la Nature et l'Homme, GreenPeace France et Oxfam France) qui ont décidé de poursuivre l'État Français en justice pour leur inaction climatique. Et ce mouvement a eu lieu essentiellement en ligne. En effet, une pétition a été publiée et signée plus de 2 millions de fois en seulement un mois, montrant bien l'importance que les mouvements sociaux en ligne peuvent avoir aujourd'hui. C'est cet engouement rapide que permet l'outil d'Internet de nos jours.

Les formes hybrides

De nos jours, nous pouvons parler de formes « hybrides » d'actions politiques. Selon Flesher Fominaya dans *Understanding European Movements*, il n'y a pas eu de séparation entre les formes conventionnelles et/ou traditionnelles et les nouvelles formes de revendications (Fominaya, 2013). Ces formes modernes de manifestations de mécontentement s'adaptent aux événements actuels.

C'est pourquoi les mouvements sociaux peuvent naître sur les réseaux sociaux comme Facebook ou Instagram et s'établir concrètement par des moyens plus traditionnels comme les manifestations dans la rue. Cependant, cela fait grandir l'écart générationnel qu'il y a au sein même des mouvements. En effet, les jeunes générations qui ont grandi à l'ère d'Internet et des nouvelles technologies ont intégré ces nouveaux outils dans les mouvements sociaux. Ces outils sont aujourd'hui l'un de leur principal moyen pour se faire entendre à une échelle beaucoup plus grande. D'un autre côté, chez les générations plus âgées, ces outils ne sont absolument pas le point de départ d'un mouvement. En effet, ces nouvelles plateformes ne font pas partie du schéma de base de lancement de mouvements sociaux. C'est sur ce point-là que l'écart se crée entre générations. On peut facilement comparer les mouvements d'aujourd'hui avec celui de Mai 1968 qui a été lancé par des étudiants avec des moyens traditionnels tels que des affiches, des pamphlets ou des brochures. Après cette communication étudiante, les manifestations ont fini par apparaître dans la rue.

Cependant, aujourd'hui nous assistons à des formes plus hybrides de mobilisation. S'il l'on prend l'exemple du mouvement des Gilets Jaunes en France, ce dernier a commencé sur des plateformes internet. En particulier sur Facebook ou des pétitions ont été créées pour protester contre l'augmentation du prix de l'essence. Ces pétitions en ligne ont finalement donné lieu à des formes traditionnelles de manifestations telles que des barricades ou des blocages de routes comme en Mai 1968. C'est l'une des raisons pour laquelle les nouvelles formes de manifestations de la Génération Z et des *Millennials* sur les réseaux sociaux ne sont pas insignifiantes. Elles sont en effet le nouveau point de départ des mouvements sociaux. En prenant ces nouveaux points de départ et en les appliquant avec des techniques traditionnelles, les formes hybrides de manifestations sont aujourd'hui l'un des principaux outils représentant l'opinion commune. Finalement le plus gros changement dans les nouveaux mouvements sociaux concerne la communication et le partage de ceux-ci. Aujourd'hui nous pouvons affirmer que les publications Instagram et les « *stories* » ont pris le dessus sur les pamphlets de Mai 1968. Mais cela soulève aussi la question de l'efficacité de ces nouvelles formes. On peut donc se demander quelles sont les conséquences et les acquis de chaque moyen de manifestation. Mais aussi est-ce que ces formes hybrides de manifestations sont le nouveau moyen de changer les choses?

III) Les conséquences et l'efficacité de ces mouvements sociaux

Les effets des méthodes traditionnelles et conventionnelles des mouvements sociaux

Nous avons vu qu'il y a un changement dans les pratiques de protestation traditionnelles et modernes. Nous pouvons donc nous poser la question suivante : les protestations traditionnelles ont-elles encore un effet ? Pour répondre à cette question il nous faut d'abord faire référence aux grèves et manifestations de mai 68. Les manifestations de mai 68 en France ont eu pour effet les accords de Grenelle. Ces accords se sont traduits par une augmentation du salaire minimum de 35%, des salaires de 10%, une réduction du temps de travail à 40 heures avec un maximum abaissé à 48 heures ; et enfin, un engagement pour les droits syndicaux aboutissant à la création de section syndicale dans les entreprises et de délégué syndical dans les entreprises de 50 salariés ou plus. Cependant, même après ces progrès, les grèves se sont poursuivies dans tout le pays et déboucheront alors sur la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Charles De Gaulle.

Les élections législatives de juin 1968 verront une victoire massive des partisans de De Gaulle, aboutissant à l'assemblée la plus conservatrice de la Vème République. Malgré cela, les mesures des accords de Grenelle entreront toutes en vigueur et apporteront une amélioration des conditions salariales. Les résultats sont donc majoritairement positifs.

Nous pouvons prendre en deuxième exemple français, avec les manifestations contre le « Plan Juppé ». Ces manifestations de 1995 ont permis au gouvernement de céder sur les retraites. Cependant pour les syndicats, c'est une victoire en demi-teinte. Le gouvernement ne cédera pas sur l'essentiel de sa réforme de la protection sociale, qui donnera notamment au Parlement le droit de regard sur l'équilibre financier de la Sécurité sociale. Dans un article du Point datant de 2015, Guy Groux, docteur en lettres et sciences humaines expliqua que « 1995 fut à la fois le dernier grand mouvement d'expression contre le capitalisme triomphant, et le signe annonciateur que de grandes grèves ne garantissaient plus l'acquis de nouveaux droits, ni même le retrait d'une réforme, comme ce fut le cas en 1936 et en 1968 ». Cela nous montre que cette idée de manifestation traditionnelle a en effet ses limites. Le simple fait de sortir dans la rue pour manifester son mécontentement n'est peut-être plus vraiment suffisant pour changer les choses et faire réagir le gouvernement et/ou la société civile.

Un dernier exemple plus récent est celui des cheminots, qui fait suite à l'appel de tous les syndicats du secteur, le 3 avril 2018. Il s'agit de l'une des grèves les plus longues de l'histoire de la SNCF qui débute avec jusqu'à 30% de grévistes en avril, un nombre qui va baisser à 15% dans les dernières semaines de mobilisation. Les cheminots se mobilisent alors contre la réforme de la SNCF, qui prévoit de la transformer en société anonyme, la disparition du statut de cheminot pour les nouvelles embauches, et enfin l'ouverture à la concurrence en 2019 pour les trains régionaux. Cependant, le mouvement n'a pas permis d'obtenir le retrait de la réforme, la loi étant adoptée le 4 juin 2018. Guy Groux, évoquant les manifestations de 2016, explique que « des notions comme « la grève par procuration » ou la « manifestation comme substitut à la grève » semblent dépassées pour rendre compte du mouvement de protestation actuel. En l'occurrence, ce qui risque surtout de demeurer ce sont les pratiques de blocages plus que les grèves et les manifestations. (Groux, 2016). Les grèves et manifestations traditionnelles verraient donc leur efficacité remise en cause de nos jours. C'est ici que nous pouvons étudier l'efficacité des nouvelles formes de manifestations.

Conséquences des nouvelles formes et méthodes des mouvements sociaux

Il est important de dire que de nombreux mouvements en ligne ont eu un véritable impact au-delà des réseaux sociaux. Si l'on reprend le cas de l'« Affaire du Siècle », en Mars 2019, un recours contre l'État français est déposé au Tribunal administratif estimant que les réponses de l'État face à l'urgence climatique étaient insuffisantes. En Février 2021, le Tribunal administratif reconnaît la faute de l'État et demande au Premier Ministre de faire tout ce qui est en son pouvoir pour réparer ce préjudice. Cette protestation qui a essentiellement eu lieu en ligne a donc conduit à de réelles actions: même le Ministre de la Transition Écologique a décidé de répondre directement via Facebook. Pour prendre un autre exemple, la révolution féministe *MeToo*, dont le *hashtag* est devenu viral en octobre 2017, réunissant plus 3 millions de Tweets en trois semaines d'après Twitter Data, a réussi à lever la lumière sur le sujet des agressions et du harcèlement sexuel que les femmes subissent quotidiennement. Cette révolution féministe est parvenue à outrepasser les formes traditionnelles de protestations et est ainsi un très bon exemple d'une campagne d'activisme sur les

réseaux sociaux ayant eu de vrais résultats, en France cela aboutira à la promulgation de ladite Loi Schiappa en 2018, visant notamment à améliorer la répression des violences sexistes et sexuelles.

Nous pouvons donner en dernier exemple de campagne sur les réseaux sociaux, le cas du génocide contre la communauté Ouïghour en Chine. Largement relayées par des images bleues sur le réseau Instagram, ces crimes contre l'humanité ont pu faire réagir une large communauté d'individus prêts à se mobiliser contre ces crimes. Appels au boycott, pétitions et partage d'informations ont eu de grands effets de communication largement entendus, le Parlement français a en effet adopté une résolution portant sur la reconnaissance et la condamnation du caractère génocidaire des violences politiques systématiques ainsi que des crimes contre l'humanité actuellement perpétrés par la République populaire de Chine à l'égard des Ouïghours en janvier 2022 ; de plus, le Parlement européen souhaite aujourd'hui interdire d'importer des produits issus du travail forcé des Ouïghours. Ce mouvement lancé sur Instagram par le député européen Raphaël Glucksmann à la fin de l'année 2020, a donc réussi à toucher de nombreuses personnes, même si en moyenne on compte beaucoup plus de jeunes. En effet, ce réseau a permis dans un premier lieu de communiquer sur ces crimes afin d'interpeller l'opinion publique sur ces crimes.

Nous pouvons cependant poser une limite aux mouvements nés sur les réseaux sociaux. Même si ces mouvements 2.0 semblent avoir pris une part importante dans la participation politique de nos jours, on leur reproche parfois d'être de « l'activisme de sofa » (*armchair activism*) et d'être en réalité superficiels, inefficaces et de ne pas être à l'origine de véritables contributions. La campagne « *Liking isn't Helping* » menée par Publicis Singapore illustre bien cette idée. Leur campagne montre des personnes en difficulté entourées de gens qui réagissent uniquement via des pouces en l'air. Cette métaphore appuie l'idée selon laquelle les likes, les publications, les pétitions en ligne ne sont efficaces que s'ils sont suivis d'actions concrètes. Encore une fois, les nouvelles technologies sont devenues un outil essentiel à la communication pour les mouvements sociaux. Cependant leur efficacité reste encore à prouver. Une pétition de L214 ayant obtenu 145 099 signatures permettra l'instauration d'une commission d'enquête parlementaire en mars 2016 sur les abattoirs, mais une pétition datant de 2018 demandant une réforme radicale de la chasse a aujourd'hui obtenu plus de 327 000 signatures et cela sans effet, cela montre qu'il est difficile de démontrer l'efficacité de ces formes de participation. Cent likes sur Instagram, Facebook ou Twitter ne signifient pas qu'il y a cent activistes prêts à se mobiliser pour une cause.

Pour terminer cet essai et répondre plus succinctement à la problématique de cet article : le renouvellement des générations est lié à l'évolution des protestations et des mouvements sociaux. Les *Millennials* et la Génération Z défendent des valeurs plus éloignées de celles strictement économiques, tout en innovant sur les manières de protester. Le progrès technique et la situation socio-économique restent les éléments fondateurs de tout mouvement social. C'est parce que la situation socio-économique s'est améliorée que les individus s'intéressent à des valeurs plus démocratiques, esthétiques ou éthiques. Et avec les progrès technologiques, les manières de protester ont donc aussi changé. Si les formes traditionnelles de manifestations commencent à être moins efficaces, les nouvelles formes doivent encore faire leurs preuves.

BIBLIOGRAPHIE

- BRAUD Philippe, 2008. *Sociologie Politique*, LGDJ, 824 p.
- CARTIER Marie, SPIRE Alexis, 2011. « Approches générationnelles du politique », *Politix*, (n° 96), 7-15.
- CHABANET Didier. 2009. « Les nouveaux mouvements sociaux », dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PÉCHU Cécile, *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po, « Références », 371- 378.
- CHARBONNIER Pierre, 2020, « La démocratie industrielle », dans CHARBONNIER Pierre, *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, La Découverte, 163-200
- DELLA PORTA Donatella, ANDRETTA Massimiliano, MOSCA Lorenzo et REITER Herbet, 2006. *Globalization From Below. Transnational Activists and Protest Networks*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 336 p.
- DIGRAZIA Joseph, 2014. « Individual Participation in the United States », *Social Sciences Quarterly*, (vol 95 No. 1), 111-131
- FOMINAYA Cristina, COX Laurence, 2013. *Understanding European Movements. New Social Movements, Global Justice Struggles, Anti-Austerity Protest*, London: Routledge, 288 p.
- GROUX Guy, 2016. « Le mouvement social de 2016: vers un échec annoncé? », *Telos*, <https://www.telos-eu.com/> (publié le 6 juin 2016).
- INGLEHART Ronald, 2018. *Cultural evolution : people's motivations are changing, and reshaping the world*, Cambridge University Press, 274 p.
- INGLEHART Ronald, 1977. *The silent revolution : changing values and political styles among Western publics*, Princeton University Press, 496 p.
- LEFEBVRE Rémi, 2011. « 3. Retour sur les années 1970. Le Parti socialiste, l'autogestion et la démocratie locale », dans : Marie-Hélène Bacqué éd., *La démocratie participative. Histoire et généalogie*. Paris, La Découverte, « Recherches », 65-81.
- NORRIS Pippa, 2004. « Young People & Political Activism: From the Politics of Loyalties to the Politics of Choice? », *Paper for the conference 'Civic engagement in the 21st Century : Toward a Scholarly and Practical agenda'*, University of Southern California.
- SELANDER Lisen, JARVENPAA Sirkka, 2016. « Digital action repertoires and transforming a social movement organization », *MIS Quarterly* (vol 40 n°2), 331-352.
- TIBERJ Vincent, 2021. « How France participates? The impact of generational renewal on political participation », *French Politics*, 19(2-3), 139-157.
-